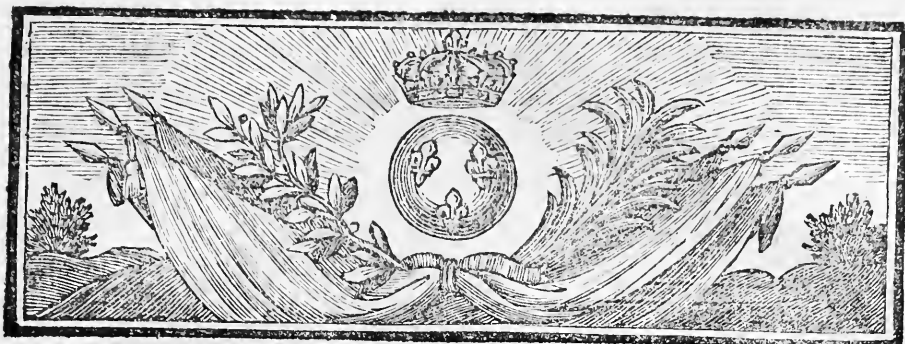


Suite des Signatures.

SEZILLE DE MONTARLAIS.	AMIDIEU DUCLAUX.
DE PONS.	BAUDIN.
QUENET DUHAMEL.	PETIT.
CHEVERNET.	BESNARD.
SAUNOIS.	CHANTEGRIST.
AIMÉ GAUTIER.	PAUL DU VERGER.
LAMBERT.	ICARD BATAGLINI.
ROUSSEAU DE LA GAUTRAIE.	LERAY DE LA CLARTAIS.
DAVEZAC DE CASTERA.	LE FORESTIER.
MONGIN.	DENIX.
DUTRÉJET.	
DELMAS, le Jeune.	NOGERÉE.
FREDUREAU DE VILLEDROIT.	CASTELPERS.
GRASSET.	MAIGRÉ.
MOTMAIN.	LAFARGE.
MAGNAN, Fils.	LABORDE.
MONNET.	COTELLE.
LEGOÛT.	BLACÉ.
REMOUSSIN.	CADUSH.

CROISIER, <i>Président</i> ,	} du Comité du Port-au-Prince.
IMBERT, <i>Secrétaire</i> ,	



OBSERVATIONS

DE M. LE C^{TE}. DE REYNAUD,
DÉPUTÉ DE SAINT-DOMINGUE,

*Sur quelques articles du Projet d'instruction présenté par le
Comité colonial des Douze, pour être adressé aux Colonies
avec le Décret du 8 mars ;*

Prononcées dans la Séance du mardi 23 mars 1790;

Avec un Projet de Décret pour Saint - Domingue.

L'ASSEMBLÉE Nationale a eu pour but, en rendant le décret du 8 mars dernier, *de calmer les justes inquiétudes des Colonies, de les rassurer sur leurs plus chers intérêts, & de maintenir la tranquillité & une fidélité inviolable à la Nation.*

L'instruction prescrite par l'art. 3 de ce décret ne doit

donc être qu'un développement des moyens de parvenir à ce but salutaire ; & je suis convaincu que plusieurs articles de l'instruction proposée par M. Barnave produiront à Saint-Domingue un effet tout contraire.

Je dois, Messieurs, d'abord rendre justice à la droiture & à la pureté des intentions de M. le Rapporteur & des Membres du Comité qui ont été de son avis.

Les Colonies doivent des remerciemens particuliers à M. Barnave d'avoir si éloquemment & si clairement fait connoître leur importance, leurs droits, & leur fidélité à la mere Patrie, & d'avoir peint si énergiquement les sentimens paternels de la Nation pour les Colonies.

Mais vingt ans de séjour & d'expérience à Saint-Domingue, où j'ai toujours eu les plus grandes relations avec les habitans, tant en qualité de Major Général des Troupes & Milices de la Colonie, qu'en qualité de Commandant dans la partie de l'ouest, successivement dans celle du nord, & ensuite en Chef, pendant dix-huit mois, dans toute la Colonie.

Cette expérience, dis-je, jointe à ma qualité de Propriétaire planteur, me donne de grands avantages relativement à la connoissance des mœurs & du caractère des habitans, & des localités, sur des personnes qui n'ont jamais été dans les Colonies, quelque mérite qu'elles aient.

A ces avantages se joignent les instructions & les ordres de nos Commettans.

Je vous demande la permission, Messieurs, d'en lire les articles qui concernent leur position actuelle, les Assemblées provinciales, & leur projet de se réunir incessamment en Assemblée coloniale ; cet extrait n'est pas long.

EXTRAIT de la lettre de l'Assemblée Provinciale du Cap, du 29 janvier 1790, aux Députés de la Colonie à l'Assemblée Nationale.

« L'Assemblée Provinciale du Nord vous charge, Messieurs, de présenter incessamment à l'Assemblée Nationale & au Roi le tableau de ses opérations, & d'en demander la sanction. Cette sanction doit porter nommément, 1°. sur la formation même de cette Assemblée, comme Assemblée Provinciale, sauf le mode ultérieur qui sera déterminé pour son organisation dans la prochaine Assemblée coloniale; 2°. sur la transformation des Milices telles qu'elles étoient ci-devant établies, en Milices patriotiques, uniquement sous la dépendance de la Province, dont les pouvoirs résident dans son Assemblée Provinciale; & 3°. sur le rétablissement du Conseil Supérieur du Cap, que l'Assemblée Provinciale du Nord n'a fait que remettre en exercice, ce Tribunal n'ayant jamais été supprimé, mais simplement réuni, d'une réunion qui s'est opérée contre toute vérité, contre toute justice, contre toute règle, contre tout droit, contre toute raison.

« Les Arrêtés relatifs à ces trois objets demandent, Messieurs, une sanction pure & simple, parce que ces trois objets sont essentiels à la sûreté & à la félicité de la Province; le refus de leur sanction entraîneroit les plus grands maux; & on peut en juger par les transports d'algèresse publique qui ont éclaté ici dans les mémorables journées du 6 & du 11 de ce mois; vous en avez les relations ci-jointes.

« Il convient aussi, Messieurs, que les pouvoirs de l'As-

» *semblée Provinciale du Nord*, tels qu'ils sont exposés dans
 » ces *Arrêts* & dans les autres actes émanés d'elle, soient
 » formellement reconnus, parce qu'il est impossible de ne pas
 » s'en rapporter, pour ce qui est des vrais intérêts d'une Pro-
 » vince aussi éloignée de la mere Patrie que l'est Saint-Do-
 » mingue, aux Représentans que cette Province s'est elle-
 » même choisis, & qui, étant sur les lieux, sont plus à même
 » incontestablement de reconnoître ce qui lui est avantageux ou
 » nuisible.

» Au reste, Messieurs, l'*Assemblée Provinciale du Nord*
 » trouveroit mauvais que vous prissiez sur vous de rien
 » proposer à l'*Assemblée Nationale* touchant la Constitution
 » de la Colonie, ou qui tendît à donner une atteinte
 » quelconque à ses privilèges, d'autant qu'elle est tout à
 » fait hors des termes dans lesquels se trouvent les autres
 » Provinces du Royaume; contentez-vous de veiller pour
 » elle, & attendez ses ordres sur quoi que ce soit: la voilà
 » sur le point de s'assembler; elle fera elle-même sa Consti-
 » tution; & alors elle vous fera parvenir les nouveaux pou-
 » voirs & les nouvelles instructions, dont l'état actuel des choses
 » vous fait un besoin indispensable.

» Nous avons l'honneur d'être, &c. ».

A l'arrivée dans la Colonie du décret & de l'instruction de l'*Assemblée Nationale*, l'*Assemblée coloniale* sera vraisemblablement formée, le décret trouvera certainement au moins en activité l'*Assemblée Provinciale du Nord*, puisqu'elle s'est déclarée permanente, ainsi que les Comités de l'ouest & du sud-ouest, qui ne sont que des émanations des *Assemblées Provinciales* de ces deux au-

tres parties de la Colonie, toujours prêtes à se réunir au premier avis de leurs Comités.

La même révolution qu'en France s'est opérée à Saint-Domingue & par les mêmes raisons.

A la premiere nouvelle de cette heureuse révolution, tous les citoyens de chaque Paroisse se sont assemblés, ont élu librement leurs Représentans, qui se sont formés en Assemblée Provinciale.

Ces Assemblées, librement élues par les citoyens & avouées par eux, sont dans le cas prescrit par l'article 2 de votre décret, d'exprimer le vœu de la Colonie; c'est donc à elles à se concerter ensemble pour la formation de l'Assemblée coloniale.

Les Comités qui ont été établis dans les Paroisses, doivent être regardés comme les Municipalités qui se sont formées en France sous le drapeau de la liberté pendant la révolution. Ces Comités correspondent avec les Assemblées Provinciales de leurs départemens.

Ordonner de nouvelles assemblées de Paroisses pour savoir si elles veulent *maintenir ou détruire* ce qu'elles ont fait il y a quelque temps, ce seroit ouvrir la porte à la cabale & à l'intrigue de tous ceux qui, n'ayant pas été élus représentans dans les premieres assemblées, voudroient l'être dans celles-ci, ou de ceux *que les menées du despotisme ministériel* & de ses agens suscitent contre la révolution.

Quel désordre ne seroit-il pas arrivé à Paris, MM., si, lorsque les Districts se sont établis permanens, lorsque la Commune nommée par eux s'est emparée de l'administration & de tous les pouvoirs, que tous les citoyens étoient en armes, vous aviez ordonné de nouvelles

assemblées pour avoir le vœu nouveau de tous les citoyens sur l'ouvrage des Districts & de la Commune? Le parti des ennemis de la révolution auroit cabalé, se feroit accru, & les plus grands malheurs auroient pu s'ensuivre.

Eh bien, MM., la Colonie se trouveroit dans ce cas-là, & particulièrement la partie du Nord, dont l'Assemblée Provinciale a librement été élue par tous les citoyens de la dépendance, qui s'est constituée permanente le 2 novembre dernier, & qui s'est emparée de l'administration & de tous les pouvoirs, parce que l'autorité arbitraire du Ministre & de ses agens en abusoit de manière à la rendre insupportable.

Les Assemblées Provinciales de l'Ouest & du Sud n'auront pas tardé à suivre cet exemple, ainsi que vous l'allez voir par quelques articles d'une lettre en date du 24 décembre dernier, de l'Assemblée Provinciale du Nord, aux Comités de l'Ouest & du Sud, que je vais avoir l'honneur de vous lire.

EXTRAIT de la Lettre de l'Assemblée provinciale du Nord aux Comités de l'Ouest & du Sud, du 24 décembre 1789.

« Aujourd'hui, Messieurs, que vos vues & les nôtres
 » s'accordent pour avoir une Assemblée coloniale, nous devons
 » entrer dans de plus grands détails sur le mode de convocation
 » prescrit par le Ministre aux Administrateurs, &
 » vous faire connoître nos principes, & en quelque sorte notre
 » profession de foi sur l'organisation & les pouvoirs de cette
 » Assemblée.

» *Il faut une Assemblée générale de la Colonie, & cette*
 » *tenue doit avoir lieu le plutôt possible ; voilà le mot. Il*
 » *faut donner aux Colons une représentation parfaitement*
 » *libre, pour qu'ils puissent proposer, sans contrainte & avec*
 » *la plus entière confiance, ce qui leur paroîtra le plus avan-*
 » *tageux aux intérêts de l'Isle ; & en conséquence cette Assem-*
 » *blée doit être uniquement composée de Représentans des*
 » *différentes Paroisses & Sénéchaussées librement élus ;*
 » *voilà quel en est l'esprit.*

» *La Colonie fait sans doute partie de la confédération*
 » *qui unit toutes les Provinces de l'Empire François ; c'est*
 » *donc comme alliée (1), & non comme sujette, qu'elle figure*
 » *dans l'Assemblée de la grande famille. Si vous doutez,*
 » *Messieurs, qu'un rapport aussi essentiel fût celui sous lequel*
 » *on dût la considérer, nous vous prierions de jeter les yeux*
 » *sur la XVI^e. Lettre du Comte de Mirabeau à ses Com-*
 » *mettans, & vous verriez que ce sont là les principes d'un*
 » *grand Ministre, M. Turgot, qui donne même à ce mot*
 » *d'allié un sens beaucoup plus étendu.*

» *La Colonie a donc le droit de faire elle-même sa conf-*
 » *titution en tout ce qui regarde son régime intérieur : ce*
 » *n'est que dans ses rapports avec la Métropole, soit en ce*
 » *qui touche les impositions, soit en ce qui concerne le com-*

(1) Ce mot *allié* n'ayant pas été pris dans son vrai sens, a occasionné quelque murmure. Il est évident que le mot *allié* n'exprime autre chose que l'union qui subsiste entre les membres de la grande famille, les quels membres ne peuvent, dans aucun cas, être sujets les uns des autres, mais seulement liés entre eux, & soumis à la souveraineté qui réside dans la confédération générale.

» merce, ou enfin en tout ce qui tient à l'union commune &
 » générale, que son droit se borne à des propositions (1) qu'il
 » dépendra de la Métropole d'accepter ou de refuser; & à
 » cet égard, on doit tout espérer, tout attendre de l'esprit
 » de justice qui dirige l'Assemblée Nationale.

» Qu'importe en effet à la Métropole que la Colonie ait
 » un régime différent de celui de toutes les autres Provinces
 » du Royaume, pourvu qu'elle contribue comme elles à l'uti-
 » lité générale? C'est là tout ce que la France peut exiger,
 » parce qu'elle n'a pas intérêt d'exiger autre chose; car
 » l'intérêt est la mesure des droits de société à société,
 » comme il est la mesure des actions de particulier à parti-
 » culier.

» Mais il y a plus, & voici comme la Colonie puise,
 » dans la nature même des choses, son droit d'être sa propre
 » législatrice en ce qui regarde son régime intérieur: peut-on
 » faire des lois sur ce que l'on ne connoît pas? Les trois
 » quarts & demi des habitans du Royaume savent-ils par
 » eux-mêmes ce que c'est que les Colonies?

» Qu'on réponde à ces deux questions, & qu'on décide en-
 » suite si la Métropole peut équitablement prétendre à régler
 » notre régime intérieur.

» Nos vues sont franches & droites. Nous vous les com-
 » muniquons, Messieurs, sans aucune prétention: veuillez
 » nous faire part des vôtres, & le patriotisme conciliera tout.

» Nous avons l'honneur d'être, &c. »

(1) La Colonie reconnoît bien positivement la souveraineté de la France, & sa confiance respectueuse dans les décrets de l'Assemblée Nationale est entière,

On vous propose, MM., de fixer les qualités nécessaires pour voter dans les assemblées de Paroisses; c'est un point essentiel de la *constitution*, & vous vous êtes interdit, par votre décret, de rien prononcer à cet égard, jusqu'à ce que le vœu des Colonies vous fût connu.

Nous sommes instruits que dans les dernières assemblées de Paroisses pour l'élection de leurs Représentans aux Assemblées Provinciales, l'effervescence & l'empressement étoient si grands, qu'on a admis toutes personnes, sans distinction quelconque, à voter dans ces assemblées.

Prescrire actuellement des qualités pour voter dans les assemblées nouvelles de Paroisses, ce seroit *exclure* tous ceux qui ont été admis dans les premières, & qui n'auroient pas ces qualités; ce seroit faire des *mécontents* qui n'entendront raison que dans un temps *plus calme*, & vous auriez moins le vœu général du peuple dans ces assemblées, qu'il n'a été manifesté dans les précédentes.

Enfin, Messieurs, la majorité de la Députation de Saint-Domingue est convaincue que différentes dispositions de l'instruction proposée, mettront nécessairement le trouble & la division dans la Colonie, & produiront les plus funestes effets, & notamment celle qui ordonne la convocation des Paroisses directement par le Gouverneur Général; vous allez en juger par la lecture que je vais avoir l'honneur de vous faire d'une Délibération prise par l'Assemblée Provinciale du Nord, le 3 novembre dernier, relativement aux Assemblées.

*EXTRAIT du Registre de l'Assemblée Provinciale de la
partie du Nord de la Colonie François de S. Domingue.*

Séance tenante, le mardi 3 novembre 1789.

ARTICLE PREMIER.

« Les pouvoirs & la volonté de la dépendance du Nord résident entièrement & exclusivement dans la personne des Députés, que chaque Paroisse a librement & légalement nommés, & avec lesquels elle s'est liée par les pouvoirs qu'elle leur a donnés, & par la foi du serment réciproque; toute autre Assemblée que celle des Députés, ou autre autorisée par eux, ne pourra être considérée que comme une violation de ce serment, un attentat au vœu général, répréhensible & punissable, suivant la rigueur des Ordonnances ».

A R T. I I I.

« Les Troupes réglées ou nationales, les Maréchaussées, & tous autres agens du pouvoir exécutif seront tenus, d'après les ordres qu'ils recevront de leurs Chefs respectifs, de dissiper, comme séditieuse & tendante à empêcher le rétablissement & le maintien de l'ordre, toute Assemblée non autorisée par celle des Députés ».

Peut-on, Messieurs, espérer, d'après de tels sermens, d'après de tels arrêtés, que tout ordre qui ne passera pas aux différentes Paroisses par le canal de l'Assemblée Provinciale, soit accueilli & exécuté?

Diviser pour régner, Messieurs, est la maxime de tous les tyrans qui cherchent à perpétuer leur tyrannie. Cette maxime est loin de vos cœurs, & vous l'avez bannie de l'Empire François.

L'union est le fléau des tyrans. La Colonie de Saint-Domingue en est un grand exemple. Le mode de convocation d'une Assemblée coloniale, envoyé par M. de la Luzerne, a été l'ouvrage d'un Ministre qui a cherché à diviser les Colons de Paris & les Députés de la Colonie. Si ce plan n'eût pas été rejeté unanimement, il auroit occasionné les plus grands désordres. Vous devez donc éviter, Messieurs, tout ce qui peut opérer la division parmi les habitans, pour ne pas les exposer à des suites aussi fâcheuses.

Nous pensons donc, Messieurs, dans le cas où l'Assemblée Coloniale de Saint-Domingue ne seroit pas formée, que les Assemblées Provinciales doivent se concerter pour faire le mode & l'organisation de l'Assemblée Coloniale, de maniere qu'elle soit mise en activité le plutôt possible.

Les habitans de la Colonie, & particulièrement les Membres des Assemblées Provinciales, sont pénétrés de tous vos principes; ils ne s'en écarteront, d'après l'autorisation que vous leur en avez donnée par votre Décret, qu'autant qu'il y en auroit qui s'opposeroient au bonheur de tous & à la prospérité de la Colonie, que nous regardons comme dépendante de celle de la France.

Voici, Messieurs, le projet des articles de l'instruction, que nous jugeons suffisans pour Saint-Domingue, comme les plus convenables aux circonstances, & les plus propres à remplir le but que vous vous êtes proposé.

ARTICLE PREMIER.

Aussi-tôt que le Décret & l'instruction de l'Assemblée Nationale, sanctionnés par le Roi, seront parvenus au Gouverneur Général de la Colonie de Saint-Domingue, il les remettra à l'Assemblée Coloniale.

A R T. I I.

L'Assemblée Coloniale en fera faire la proclamation nécessaire dans toute la Colonie, & procédera sans délai au travail de la Constitution & autres objets qu'elle est autorisée d'arrêter & de faire provisoirement exécuter.

A R T. I I I.

Si l'Assemblée Coloniale n'est point encore formée, & que le mode de convocation des Paroisses pour la nomination des Députés à l'Assemblée Coloniale n'ait point encore été arrêté ni proclamé, le Gouverneur Général adressera aux trois Assemblées Provinciales du Nord, de l'Ouest, & du Sud, des expéditions du Décret & de l'instruction de l'Assemblée Nationale, sanctionnés par le Roi.

A R T. I V.

Les Assemblées Provinciales se concerteront sur le mode & l'organisation de l'Assemblée Coloniale; & lorsqu'elles l'auront définitivement arrêté entre elles, elles en adresseront copie au Gouverneur Général, & feront faire les proclamations nécessaires pour l'élection des Députés à l'Assemblée Coloniale, & leur réunion la plus prompte dans le lieu convenu entre les trois Assemblées Provinciales.

A R T. V.

Le décret du 8 de ce mois, ensemble la présente instruction de l'Assemblée Nationale, sanctionnés par le Roi, seront enregistrés purement & simplement aux Conseils supérieurs du Port-au-Prince & du Cap.

C O P I E S E X A C T E S des lettres adressées au Président
de l'Assemblée Nationale , par les Députés des
Colonies.

LETTRE des Députés de Saint-Domingue.

Paris , le 16 mai 1791.

M O N S I E U R L E P R É S I D E N T ,

Nous allons adresser à nos commettans le décret que l'Assemblée Nationale a rendu hier matin, concernant les gens de couleur et nègres libres. Dans l'état actuel des choses , nous croyons devoir nous abstenir des séances de l'Assemblée , et nous vous prions de lui en faire part.

Nous sommes avec respect ,

M O N S I E U R L E P R É S I D E N T ,

Les Députés de Saint-Domingue.

Signé L. M A R T H E G O U Y ,

P E R R I G N Y ,

G E R A R D ,

D E R E G N A U D ,

D E V I L L E F L A N C H E .

E 789
B1290
1-SIZE

1354861
acc 1920

